

Td N°18 : LA SIMULATION.

I). Sujet théorique.

- **Qu'est-ce que la simulation et quelle est la différence entre la simulation licite et la simulation illicite ?**

Dans un contrat les parties dissimulent leur volonté réelle derrière une volonté purement apparente.

Il y a simulation lorsque les effets d'un acte apparent sont modifiés ou supprimés par un autre acte destiné à demeurer secret ; par exemple, dans un contrat qui se présente comme étant une vente, il est secrètement convenu entre les parties que le prix ne sera pas payé.

La simulation est un mensonge et elle suppose deux actes ; un acte apparent et un acte secret. L'acte apparent (acte ostensible) est l'acte qui réalise le mensonge puisqu'il ne correspond pas à la volonté réelle des parties. Il est constaté dans un écrit. Le deuxième acte est secret, clandestin. Il correspond à la volonté réelle des parties. Il est appelé contre-lettre. Il peut être constaté ou non par écrit. Il doit être concomitant à l'acte apparent ; les parties doivent avoir voulues les deux actes en même temps.

La contre-lettre est l'acte destiné à rester secret, qui, constatant l'existence d'une simulation, modifie ou supprime les effets de l'acte apparent.

La simulation peut porter :

- Sur l'existence de l'acte : convention fictive entre parties qui, en réalité n'entendent passer aucun contrat ; par exemple, une vente est simulée pour tenter de soustraire le bien à la poursuite des créanciers. Le contrat apparent est une pure et simple apparence. Par l'acte secret, les parties vont décider que le contrat apparent n'existe pas.
- Sur la nature de l'acte : par exemple, une donation est déguisée sous forme de vente. On par de la technique du déguisement. L'acte apparent va présenter le contrat d'une certaine nature et dans l'acte secret les parties décident que le contrat a une nature différente.
- Sur l'objet ; par exemple, le prix porté dans l'acte apparent est inférieur au prix réel (dessous de table). C'est un déguisement partiel.
- Sur la cause ; par exemple, un employeur fait signer à un employé indélicat une reconnaissance de dette pour prêt, alors qu'il s'agit de rembourser une somme détournée ;
- Sur les parties : le bénéficiaire réel de l'acte n'est pas celui porté dans l'acte apparent ; c'est le cas de l'interposition de personne. Il s'agit souvent de détourner des incapacités.

La simulation n'est pas une cause de nullité des conventions, mais l'article 1321 du code civil, dispose que "**les contre-lettres ne peuvent avoir leur effet qu'entre les parties contractantes ; elles n'ont point d'effet contre les tiers**". D'autres textes existent ; les articles 911 et 1099 du code civil.

Le régime applicable aux simulations. Il ressort de l'article 1321 du code civil que l'opération n'est pas illicite. On va considérer que les parties ont agi dans un but honnête. Dans certains cas, le législateur a considéré que la simulation est parfois en elle-même illicite. On va distinguer la simulation licite et la simulation illicite.

Le régime applicable à la simulation licite ; l'article 1321 distingue le rapport entre les parties et les rapports avec les tiers. Dans les rapports avec les parties, la contre-lettre produit ses effets. L'acte secret s'applique car il correspond à

la volonté réelle des parties, mais il faut qu'il soit valablement formé. Autrement dit, il doit répondre aux conditions de validité posées par l'article 1108.

Effets entre les parties.

Si l'accord secret remplit les conditions de formation et de validité des contrats, il produit tout son effet entre les parties, ce qui est normal puisque la contre-lettre correspond à leur volonté réelle, alors que l'acte apparent ne joue le rôle que d'un écran.

Cependant, pour des raisons fiscales et en vue de lutter contre la fraude, les contre-lettres sont parfois frappées de nullité, même à l'égard des parties.

Effets à l'égard des tiers.

La contre-lettre ne peut nuire aux tiers ; mais ceux-ci, en particulier les créanciers des parties, peuvent se prévoir de la contre-lettre s'ils y ont intérêt (et s'ils en ont connaissance). Exceptionnellement, une contre-lettre qui leur serait défavorable leur serait opposable s'il était démontré qu'ils en ont eu effectivement connaissance avant de contracter.

La contre-lettre est inopposable aux tiers. Les parties ne peuvent pas opposer aux tiers l'acte secret puisqu'ils sont censés l'avoir ignorée. Mais les tiers peuvent se prévaloir de l'acte apparent ou de l'acte secret.

La simulation licite.

On l'a traduit souvent de manière péjorative : le déguisement, le mensonge. Pour comprendre, il faut changer et partir du principe inverse : le principe est le consensualisme. Les parties sont libres d'exprimer leur volonté comme elle l'entend. Le principe est la licéité de la convention. La simulation licite consiste à passer sur un acte apparent, l'acte ostensible et un contrat secret : la contre-lettre. On passe donc deux contrats.

Ce n'est pas nécessairement une tromperie. Elle se distingue du dol en ce sens que la volonté est bilatérale. La simulation peut avoir des motivations variées. Elle peut être une fiction : anéantir l'acte apparent qui peut être une vente alors que l'acte secret ne correspond à aucun transfert de propriété. Ce n'est pas une tromperie et cela possède un certain nombre d'intérêt. On passe un acte apparent qui est une vente, l'acte secret supprime la vente. On peut trouver également une opération qui est une convention de partage : elle permet de transférer le pouvoir sans que les tiers soit au courant : on fait porter provisoirement un paquet d'action par une banque, de manière secrète, la banque restituera à tel ou tel groupe.

Ce peut être également un déguisement ; cela consiste à déguiser une donation sous l'apparence d'une vente. Le principe devrait rendre licite la donation. Il peut y avoir une simulation sur une seule clause (la donation, le prix) ou une simulation de personne (la donation donnée à une personne alors que c'est une autre personne qui a la contre-lettre). De manière générale, le principe est que la simulation est valable selon le consensualisme même si parfois elle masque un acte frauduleux. On la trouve surtout dans le droit des affaires.

La simulation illicite.

Dans certaines hypothèses, le législateur déclare nulle les contre-lettres mais également, dans certains cas, la contre-lettre et l'acte apparent.

Pour la nullité de la seule contre-lettre, l'article 1840 du code général des impôts prévoit que dans les ventes d'immeubles ou les ventes de fonds de commerce, la contre-lettre qui a pour objet de dissimuler une partie du prix est nulle. Il s'agit de sanctionner la fraude en matière de vente d'immeuble ou de fonds de commerce.

Pour la nullité d'une contre-lettre et de l'acte apparent, l'article 911 du code civil, le prévoit notamment en matière de donations par personnes interposées.

Plan sur la simulation.

I). La notion de simulation

A). Les éléments de la simulation.

B). Les formes de la simulation.

II). Le régime de la simulation.

A). La simulation licite.

B). La simulation illicite.

II). Cas pratique.

Monsieur SHELLEY, grand amateur d'art contemporain, vient de faire une acquisition auprès de la galerie ARTORAL. Toutefois, il ne souhaite pas que sa famille sache le prix réel de son acquisition. C'est pourquoi, le conseiller artistique de la galerie lui a adressé une facture avec les mentions suivantes : Petite huile sur bois. 30/40 – Origine anglaise, milieu du siècle. 1500€, alors qu'en réalité la vente a été conclue sur d'autres bases. Mais, monsieur SHELLEY a conservé un document où il était notifié : Francis BACON, 1947, 10500€.

Ayant connaissance de nombreuses incertitudes sur le marché artistique, le conseiller artistique a tenu à mentionner dans le document signé que le client renonçait à saisir les tribunaux.

Quelques mois plus tard, après avoir lu le magazine HIP HOP, monsieur SHELLEY apprend que le tableau qu'il a acheté, présenté comme étant de BACON est, en réalité, l'œuvre d'un ami du peintre exécuté par décision de l'art officiel.

Pris d'un doute, il demande le directeur de la galerie qui lui précise que le conseiller artistique était sorti du rôle qui lui était normalement attribué et qu'il n'avait pas comme mission de vendre des tableaux. Par contre, le directeur lui notifie qu'il n'est pas question, pour lui, de remettre en cause la vente.

La vente peut-elle être annulée pour simulation, pour erreur, pour clause abusive, pour dol pour défaut de pouvoir ?

La simulation : les parties dissimulent leur volonté réelle derrière une volonté purement apparente.

Ici, la simulation porte sur l'objet du contrat ; on a un acte apparent qui prévoit que la vente porte sur une petite huile sur bois. 30/40 – Origine anglaise, milieu du siècle. 1500€.

L'acte secret fait apparaître que la vente porte sur un tableau de Francis BACON, 1947, 10500€.

Monsieur SHELLEY ne peut demander la nullité du contrat car il y a eu simulation. Dans les rapports entre les parties c'est l'acte secret qui s'applique. Il faut néanmoins, qu'il soit valide et qu'il réponde aux conditions de forme et de fond de tout contrat. (Conditions de fond ; article 1108 du code civil).

Ici, la simulation n'est pas une cause de nullité de l'acte.

L'erreur : l'erreur est un vice de consentement et d'après l'article 1108 le consentement doit exister entre les parties et il ne doit pas être vicié. L'erreur est un dysfonctionnement entre la croyance et la réalité. Les deux types d'erreur reconnue par le code civil sont l'erreur sur la substance, sur les qualités substantielles de la chose et l'erreur sur la personne.

Ici, il s'agit de l'erreur sur la substance, car il y a bien un décalage entre la réalité et la croyance. En effet, monsieur SHELLEY pense acheter un tableau de Francis BACON alors qu'en réalité c'est un tableau d'un ami du peintre. Il y a eu erreur sur l'origine et l'authenticité de l'œuvre. L'authenticité et l'origine peuvent constituer une qualité substantielle de la chose. Ici, l'authenticité est censée rentrer dans le champ contractuel.

L'erreur doit exister au moment de la conclusion du contrat. Ici, ce n'est que postérieurement à la vente que monsieur SHELLEY a appris la véritable origine du tableau.

Au moment de la conclusion y avait-il un doute sur l'authenticité du tableau ? On peut dire que oui, car il y a une clause qui dit que le client renonce à saisir les tribunaux en cas de litige sur l'origine de l'œuvre. S'il y avait un doute,

le contrat ne peut être annulé pour erreur car il y avait un aléa sur l'authenticité de l'œuvre. C'est une jurisprudence de la cour de cassation ; l'affaire FRAGONARD ; vente d'un tableau qui était attribué à FRAGONARD et la cour de cassation que les termes « attribué à » incréait un aléa sur l'authenticité de l'œuvre. Dans la mesure où il y a aléa sur l'authenticité de l'œuvre, la cour de cassation considère que les parties l'ont accepté et que par conséquent le contrat ne peut être annulé.

Le risque pour monsieur SHELLEY est que les tribunaux reconnaissent que en signant cette clause il a accepté les risques sur l'origine de l'œuvre.

La clause abusive : on peut s'interroger sur la clause selon laquelle le client renonce à saisir le tribunal en cas de litige sur l'origine de l'œuvre est valable.

L'article L132-1 du code de la consommation, annule certaines clauses lorsqu'elles sont abusives. Plusieurs conditions doivent être remplies :

- Contrat conclu entre un professionnel et un consommateur.
- La clause doit créer un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties au contrat.

Dans le code de la consommation, il y a une annexe qui liste, à titre indicatif, tous les types de clauses qui peuvent être déclarées comme abusives. Parmi cette liste, figure précisément celle visant à supprimer ou entraver l'exercice d'une action en justice.

La sanction est que la clause est réputée non écrite mais le contrat est valable, sauf si la clause a été déterminante du consentement. Si c'est le cas, la totalité du contrat demeure annulé.

Il faut déterminer que cette clause est déterminante du consentement pour qu'il y ait annulation de la vente. C'est une preuve difficile à apporter.

Le dol : le dol est considéré à l'article 1116 du code civil. C'est une erreur provoquée par les manœuvres frauduleuses, déloyales de l'une des parties pour obliger l'autre à contracter.

Il paraît peu vraisemblable que le vendeur est usé de manœuvres pour tromper monsieur SHELLEY.

Le défaut de pouvoir : le tableau a été vendu par un intermédiaire. Ici, la vente a été réalisée par un conseiller artistique qui n'avait pas le rôle de vendre, il devait seulement guider les clients dans leur choix. En droit civil, il est possible de conclure un contrat pour autrui ; la représentation. Ceci, pour que le contrat soit valable, le représentant doit agir dans les limites de ses pouvoirs. À défaut, la cour de cassation considère que le contrat est nul pour défaut de consentement.

Le défaut de consentement est sanctionné par la nullité absolue.

En l'espèce, il semble que le conseiller est sorti de ses pouvoirs et il n'a pas agi dans les limites des missions qu'il lui était attribuées. Donc il peut y avoir nullité du contrat, mais monsieur SHELLEY devra prouver qu'il y a eu défaut de pouvoir de la part du conseiller artistique, ce qui n'est pas aisé à apporter.